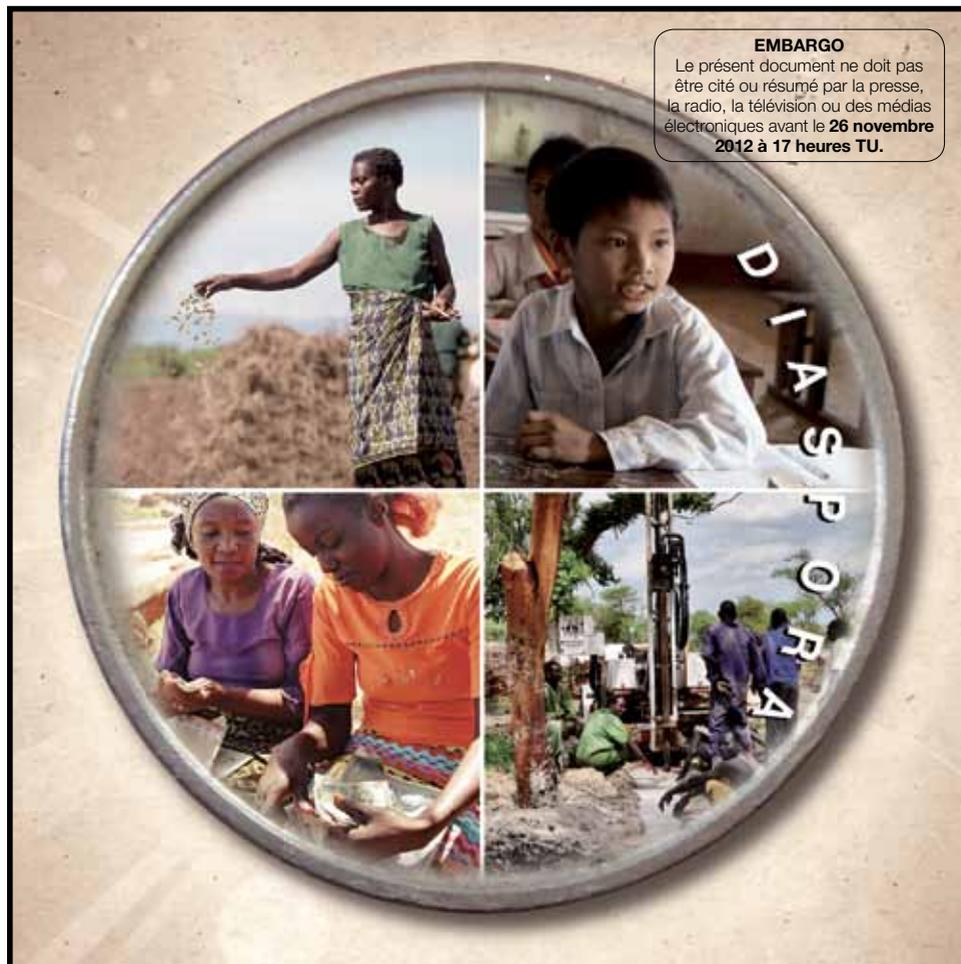




RAPPORT 2012 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Mettre à profit les envois de fonds et les compétences des diasporas pour renforcer les capacités productives

APERÇU GÉNÉRAL



EMBARGO

Le présent document ne doit pas être cité ou résumé par la presse, la radio, la télévision ou des médias électroniques avant le **26 novembre 2012 à 17 heures TU.**



RAPPORT 2012 SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

*Mettre à profit les envois de fonds et
les compétences des diasporas pour
renforcer les capacités productives*

APERÇU GÉNÉRAL



NATIONS UNIES
New York et Genève, 2012

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Le terme «dollar» désigne ici le dollar des États-Unis.

Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit sans autorisation, sous réserve qu'il soit fait mention de ladite publication et de sa cote et qu'un justificatif soit adressé au secrétariat de la CNUCED.

L'Aperçu général est également publié dans le *Rapport 2012 sur les pays les moins avancés* (UNCTAD/LDC/2012, numéro de vente: F.12.II.D.18).

UNCTAD/LDC/2012 (Overview)

L'aperçu général est aussi disponible sur Internet, dans les six langues officielles de l'ONU, à l'adresse suivante: www.unctad.org/ldcr.

Introduction

Une reprise économique mondiale hésitante et l'aggravation de la crise de la zone euro continuent de peser sur les facteurs qui ont permis aux pays les moins avancés (PMA) en tant que groupe d'enregistrer des taux de croissance élevés entre 2002 et 2008. En dépit d'une légère amélioration de la croissance du PIB réel en 2010, les PMA dans leur ensemble ont enregistré des chiffres moins favorables en 2011, signe de problèmes futurs. De fait, tous les regards étant tournés vers l'Europe, le risque existe que la communauté internationale oublie que, ces dernières années, les PMA ont été très durement touchés par des crises financières provoquées par d'autres pays. En raison d'une économie peu diversifiée, ils n'ont ni les réserves, ni les ressources nécessaires pour amortir les chocs et s'y adapter facilement. En outre, si un nouveau ralentissement de l'économie mondiale doit venir assombrir les perspectives de croissance des pays émergents, les PMA, en tant que principaux exportateurs de produits de base, en subiront directement les conséquences. Ces pays ont besoin d'une assistance extérieure accrue pour mieux protéger leur économie contre les chocs extérieurs et gérer l'instabilité.

En mai 2011, un certain nombre de chefs d'État et de gouvernement et de représentants d'États se sont réunis à Istanbul (Turquie) à l'occasion de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés pour examiner les problèmes spécifiques de développement auxquels étaient confrontés ces pays et arrêter un programme d'action en leur faveur pour la décennie 2011-2020. Huit «domaines d'action prioritaires» à l'intention des PMA et de leurs partenaires de développement ont été définis dans le Programme d'action d'Istanbul. L'un de ces domaines prioritaires est «la mobilisation de ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités», et le Programme mentionne expressément cinq sources de financement: mobilisation des ressources intérieures; aide publique au développement; allègement de la dette extérieure; investissement étranger direct; et envois de fonds. Sur ce dernier point, le paragraphe 123 du Programme d'action indique que:

«Les envois de fonds procurent d'importantes ressources financières d'origine privée aux ménages dans les pays d'origine des migrants. Des efforts supplémentaires s'imposent pour réduire le coût de transaction de ces envois

et créer des possibilités d'investissement au service du développement, en gardant à l'esprit le fait que les envois de fonds ne peuvent être considérés comme un substitut de l'investissement étranger direct, de l'aide publique au développement, de l'allègement de la dette et autres sources publiques de financement du développement».

Le *Rapport 2012 sur les pays les moins avancés* aborde la question des envois de fonds dans une perspective plus large et analyse la contribution potentielle des migrants, ou des diasporas en général, en tant que source de financement du développement, mais aussi pour ce qui est d'encourager le transfert de connaissances et de promouvoir des débouchés commerciaux et un accès aux marchés dans les pays d'accueil. Il indique les mesures, notamment les enseignements tirés de l'expérience d'autres pays, dont les PMA voudront peut-être s'inspirer pour concevoir des stratégies leur permettant de tirer parti des envois de fonds et des compétences des diasporas pour renforcer leurs capacités productives.

Les envois de fonds suscitent une attention croissante au niveau international, en partie en raison de leur forte augmentation au cours de la dernière décennie. Il est de plus en plus reconnu qu'ils constituent une source appréciable de financement extérieur qui, gérée au moyen de politiques appropriées, pourrait se révéler particulièrement précieuse pour des pays en développement manquant cruellement de capitaux (en particulier s'ils comptent de larges communautés d'expatriés).

De même, le rôle que les migrants, en particulier les professionnels qualifiés, peuvent jouer en tant «qu'agents de développement» faisant le lien entre des pays d'origine et des pays de destination suscite un intérêt croissant. Si les inquiétudes quant aux incidences négatives de l'exode des compétences restent valables, comme on le verra de façon détaillé dans le Rapport, les récents débats semblent désormais mettre l'accent sur les moyens de collaborer avec les diasporas et de tirer le meilleur parti de leur contribution potentielle au développement, «en faisant de l'exode des compétences un atout». À cet égard, on s'intéressera non seulement au potentiel d'épargne et d'investissement des membres des diasporas, mais aussi à leur fonction latente d'«intermédiaires» ou de «passeurs de connaissances» pouvant faciliter l'apparition de nouveaux circuits commerciaux, le transfert de technologie, l'acquisition de compétences et l'échange de connaissances. Cela appelle à concevoir une approche pragmatique, contextuelle de la mobilisation des diasporas.

En général, la mobilisation effective d'une diaspora au service du développement dépend de l'existence d'une masse critique de migrants dans un pays de destination donné. Dans certains cas, les membres d'une diaspora n'ont cependant pas besoin d'être très nombreux pour avoir une influence positive sur le développement. Un petit nombre d'expatriés hautement qualifiés peut engendrer des effets positifs considérables, en particulier dans un pays pauvre souffrant de graves pénuries de professionnels qualifiés. Néanmoins, on ne saurait attendre de la seule diaspora qu'elle se mobilise pour assurer tout le transfert de connaissances spécialisées et de technologie nécessaire. Elle doit plutôt être considérée comme un élément complémentaire potentiellement important d'une stratégie nationale de développement, pouvant être utilisé de façon stratégique dans le cadre d'initiatives visant plus largement à soutenir le financement et le renforcement des capacités productives.

Mettre à profit les envois de fonds pour accroître les capacités productives impose d'avoir une vision pragmatique de ces ressources, de reconnaître qu'il s'agit en dernière analyse de ressources privées, et de tenir dûment compte des spécificités de chaque pays, tout en évitant de considérer ce phénomène soit comme une «malédiction», soit comme «une nouvelle formule magique». Rien ne permet encore d'affirmer ou d'infirmer qu'il s'agit de la source la plus stable et la plus prévisible de financement du développement. Si leur impact macroéconomique suscite encore des interrogations, les données abondent qui montrent que les envois de fonds contribuent à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la santé et de l'éducation. Il est probable que les PMA seront durement touchés par le ralentissement de l'économie mondiale, ce qui obligera à réfléchir à d'autres sources possibles de financement du développement et aux possibilités de mettre à profit les réseaux de partage de savoir des diasporas des PMA en tant que sources de connaissances, de création d'entreprises et de relations commerciales.

Tendances économiques récentes dans les PMA

En 2011, les PMA ont enregistré une croissance de 4,2 %, soit 1,4 point de pourcentage de moins que l'année précédente, ce qui va dans le sens du ralentissement de la croissance mondiale (passée de 5,3 % en 2012 à

3,9 % en 2011). Étant donné leur forte dépendance à l'égard des conditions économiques extérieures, ils n'ont pu se soustraire à ce ralentissement général, et le taux de décélération a été analogue à celui observé dans les pays en développement (1,3 point de pourcentage) et dans les pays avancés (1,6 point de pourcentage).

Pour ce qui est des groupes de pays, les PMA africains comme les PMA asiatiques ont accusé un fléchissement en 2011, l'un et l'autre groupe affichant des taux de croissance analogues d'environ 4 %. Pour les PMA asiatiques, toutefois, le ralentissement a été plus marqué (de plus de 2 points de pourcentage). En revanche, la croissance du PIB des PMA insulaires (7,1 %) a été beaucoup plus forte, comparée à la fois aux chiffres de l'année précédente et à la moyenne des PMA.

Les mauvais chiffres des PMA exportateurs de pétrole en 2011 (-1,6 %) ont pesé sur la performance globale des PMA. Comparés aux exportateurs de pétrole, les PMA spécialisés dans l'exportation d'autres produits tels que les articles manufacturés (6 %), les services (5,7 %), les minéraux (5,8 %), les denrées agricoles et vivrières (5,9 %) ou dans l'exportation de produits divers (5,4 %) ont obtenu de bien meilleurs résultats. Toutefois, en termes de déficit de ressources, révélateur du degré de dépendance des pays à l'égard des ressources extérieures pour le financement de leurs investissements intérieurs, les PMA non exportateurs de pétrole ont enregistré des chiffres médiocres. Si le déficit de ressources des PMA dans leur ensemble est passé de 6,5 % du PIB en 2000 à 3,9 % en 2010, pour ces PMA non exportateurs de pétrole, il est passé de 10 % en 2000 à 13 % juste avant la crise mondiale et à 14,8 % en 2010. Une conséquence en a été une vulnérabilité croissante de la balance des paiements. En 2011, 13 PMA accusaient des déficits courants de plus de 10 % du PIB, et cinq des déficits supérieurs à 20 % du PIB. Cinq PMA seulement affichaient un excédent courant.

La poursuite de ces tendances, en même temps qu'une reprise mondiale léthargique, risque d'être préjudiciable aux perspectives d'emploi dans les PMA. On ne saurait trop insister sur l'importance de l'emploi pour ces pays: leur structure démographique est telle que de plus en plus de jeunes arrivent sur le marché du travail et que cette tendance se poursuivra. Même pendant la période d'expansion de 2002 à 2008, les PMA ont été confrontés à une situation critique en matière d'emploi en raison d'une croissance déséquilibrée, concentrée dans un secteur des industries extractives se

caractérisant par une faible création d'emplois. Il en a également résulté une croissance du secteur informel dans ces pays, même sans augmentation des taux de chômage déclaré.

Plus il faudra de temps pour que la croissance du PIB retrouve son niveau d'avant la crise, plus grand sera le risque que s'instaurent un chômage et un sous-emploi de longue durée, avec tous les effets préjudiciables que cela peut avoir pour la population. Les gouvernements devraient donc être conscients que des mesures additionnelles sont nécessaires pour atténuer les effets délétères de la crise mondiale et que la création d'emplois devrait être la priorité de leurs programmes nationaux de développement.

La formation brute de capital fixe a légèrement augmenté, passant de 20,7 % du PIB en 2005-2007 à 21,6 % en 2008-2010. Tout au long de la première décennie du XXI^e siècle, elle a progressé lentement, mais sûrement (de 3 points de pourcentage du PIB). Cette évolution positive apparaît toutefois en retrait par rapport à la situation observée dans les autres pays en développement, dont la formation brute de capital fixe s'est établie à 30,1 % du PIB en 2010. Si les tendances actuelles de l'investissement se maintiennent, il est peu probable que les PMA puissent rattraper les autres pays en développement dans un proche avenir. Le taux d'épargne intérieure brute pour les PMA en tant que groupe est passé de 18,9 % du PIB en 2005-2007 à 17,7 % en 2008-2010.

La balance commerciale des PMA s'est améliorée, passant d'un déficit équivalent à 6,1 % du PIB en 2010 à 5,7 % en 2011. La valeur des exportations totales de marchandises a augmenté de 23 % en 2011, dépassant le niveau d'avant la crise, pour s'établir à 204,8 milliards de dollars, soit deux fois le chiffre de 2006. En revanche, les exportations de marchandises des PMA en tant que groupe sont restées fortement concentrées dans un tout petit nombre de pays. Les plus gros exportateurs (Angola, Bangladesh, Guinée équatoriale, Yémen et Soudan) représentent 62 % de l'ensemble des exportations des PMA. La valeur des importations de marchandises a fortement augmenté en 2011 (20,6 %), pour s'établir à 202,2 milliards de dollars; elle a aussi été multipliée par deux au cours des cinq dernières années.

Les tendances globales du commerce de marchandises ont permis aux PMA d'afficher une balance commerciale excédentaire en 2011, après deux années de déficit. Cela mérite d'être souligné car, avant 2006, ces pays avaient toujours été déficitaires. Toutefois, ce résultat positif pour l'ensemble

du groupe a été entièrement dû aux PMA africains et à leur excédent de 21,4 milliards de dollars – lequel est lui-même attribuable à un tout petit nombre de pays, principalement l'Angola. Les PMA asiatiques ont par contre accusé un déficit du commerce de marchandises de 17,5 milliards de dollars en 2011, et les PMA insulaires un déficit de 1,2 milliard de dollars. Les exportations de marchandises ont continué d'être dominées par le pétrole, qui a représenté un peu plus de 46 % des exportations totales.

L'amélioration des exportations de nombreux PMA en 2010 et 2011 a été en grande partie attribuable au niveau élevé des prix internationaux des produits de base. Après leur tassement en 2009, ces prix se sont rapidement redressés, pour atteindre dans certains cas des niveaux supérieurs aux niveaux d'avant la crise. Par exemple, les prix alimentaires ont commencé de progresser à nouveau en 2010 et 2011, dépassant les niveaux d'avant la crise. À l'été 2012, ces prix, en particulier ceux du maïs et du blé, continuaient sur leur lancée en raison de la sécheresse ayant frappé de grands pays producteurs. De nombreux pauvres dans les PMA, dont les dépenses alimentaires représentent généralement de 50 % à 80 % du revenu, en subiront les conséquences. La situation dans certaines parties de l'Afrique est critique, l'insécurité alimentaire touchant des centaines de milliers de personnes. Les gouvernements des PMA et leurs partenaires de développement doivent d'urgence prendre des mesures pour empêcher que la hausse des prix alimentaires ne prenne une ampleur incontrôlable, au risque de déclencher une crise analogue à celle de 2008. À long terme, remédier aux causes fondamentales de la hausse des prix alimentaires et accroître la production agricole dans les PMA passe par un accroissement des investissements dans le secteur agricole et la mise en œuvre de politiques d'amélioration de la productivité, en particulier de la productivité des petits exploitants agricoles.

Concernant l'investissement étranger, la CNUCED a récemment révisé les données relatives aux flux d'IED vers les PMA, données qui montrent qu'au cours de la dernière décennie ces flux ont été plus modestes que les envois de fonds. Contrairement aux IED, les envois de fonds ont constamment augmenté même pendant la crise et devraient continuer de progresser à moyen terme. En 2011, les envois de fonds vers les PMA se sont chiffrés à 26 milliards de dollars. La diminution des flux d'IED vers les PMA pendant trois années consécutives (d'un peu moins de 19 milliards de dollars en 2008 à 15 milliards de dollars en 2011) a largement été due à la baisse des investissements en Angola, liée au cycle d'investissement dans le secteur

pétrolier de ce pays. Dans le reste des PMA, les IED sont restés relativement stables.

Les versements d'aide publique au développement (APD), conjugués à un allègement net de la dette concédée aux PMA par l'ensemble des donateurs membres du CAD de l'OCDE, ont atteint un niveau record de 44,8 milliards de dollars en 2010, en hausse de 11 % par rapport à 2009. En valeur nominale, les flux d'aide vers les PMA ont été 3,5 fois plus élevés en 2010 qu'en 2000. Comme il est indiqué dans le *Rapport 2011 sur les pays les moins avancés*, l'APD a joué un important rôle contracyclique à la suite de la crise mondiale, en amortissant l'impact de la diminution des flux financiers privés. Les données pour 2011 ne sont pas encore disponibles, mais il semblerait que certains pays donateurs aient réduit leur APD.

Le stock total de la dette des PMA s'est établi à 161 milliards de dollars en 2010, en légère hausse par rapport à 2009. Le service de la dette a quelque peu diminué, passant de 8,2 milliards de dollars en 2009 à 7,6 milliards en 2010. L'expérience des PMA de ces dix dernières années montre que la clef d'un endettement viable passe par le développement des capacités productives. Une croissance forte et durable du PIB et une expansion rapide des exportations ont accru la capacité de nombreux PMA d'assurer le service de leur dette. Si dans la période récente, ces pays semblent avoir pu disposer de plus en plus de ressources financières extérieures, en particulier APD et envois de fonds, rien ne garantit que cela continuera d'être le cas. La forte diminution récente des flux d'IED est à cet égard instructive. Il est donc primordial pour les PMA de substituer progressivement des sources intérieures de financement aux sources extérieures afin de réduire leur dépendance extérieure et leur vulnérabilité aux chocs extérieurs et aux incertitudes.

Malheureusement, la fragilité de l'économie mondiale rend les perspectives pour 2013 extrêmement incertaines. À la mi-2012, l'activité économique se ralentissait de façon synchrone dans de nombreuses régions du monde. Les risques de détérioration de la situation sont nombreux, dont une aggravation de la crise de la dette dans la zone euro, une augmentation des prix mondiaux de l'énergie en raison de risques géopolitiques, une décélération de la croissance dans les grands pays en développement et la compression des dépenses publiques aux États-Unis prévue en 2013, tous éléments qui pourraient fortement entraver la croissance globale.

Dans ces conditions, les perspectives à court et à moyen terme pour les PMA ne sont guère encourageantes. Étant donné le risque croissant de voir l'économie mondiale entrer dans une longue période de stagnation et de déflation, les PMA doivent se préparer à une période relativement prolongée d'incertitude, avec une possible aggravation des tensions financières et un ralentissement économique réel. Le commerce et l'investissement dans les pays en développement, qui passent souvent par l'intermédiation de banques européennes et de banques des États-Unis, en ont déjà subi les conséquences. Les prix de certains produits de base ont commencé de diminuer, parfois de façon brutale, au deuxième trimestre de 2012, en partie à cause d'un ralentissement de la demande de produits de base de la part des pays émergents. Si la tendance actuelle au ralentissement économique se poursuit, les prix des produits de base pourraient accuser des baisses marquées. Les PMA risquent ainsi une fois de plus d'être exposés à des chocs économiques extérieurs et d'avoir à faire face à une crise venue d'ailleurs. Le savoir peut aider à mieux s'y préparer. Cela rend aussi d'autant plus urgente la nécessité de repenser les politiques relatives aux envois de fonds et le rôle que les diasporas pourraient jouer en matière de transfert de connaissances et en tant que catalyseurs du développement industriel et de la transformation structurelle dans leur pays d'origine.

Caractéristiques de l'émigration dans les PMA

L'émigration en provenance des PMA a rapidement augmenté entre 1990 et 2010. Avec 27,5 millions d'émigrants en 2010, les PMA dans leur ensemble ont représenté 13 % du total mondial de migrants – quelque 3,3 % de leur population. Sur la période 2000-2010, l'accroissement du nombre d'émigrants aura été le plus rapide dans le cas des PMA africains. La destination des émigrants des PMA varie selon les régions, mais les trois principales destinations sont l'Asie du Sud, le Moyen-Orient et l'Afrique. L'ampleur des migrations au sein de l'Afrique subsaharienne tient probablement au fait que a) beaucoup de mouvements migratoires en Afrique correspondent à une migration forcée (flux de réfugiés) et concernent des personnes pauvres, d'où le caractère crucial de la proximité, et b) les Africains ont généralement beaucoup de difficultés à avoir accès à des pays d'autres régions. Parmi les régions ou les pays à revenu élevé, seuls les États du Golfe

accueillent une forte proportion de Sud-Asiatiques, et aucun pays ne compte une proportion élevée d'Africains. Les données montrent que 80 % environ des migrants originaires de PMA vont dans des pays du Sud, ce qui fait des PMA et des autres pays en développement d'importants pays de destination.

En fait, les réfugiés constituent une part importante, mais en diminution, du nombre total d'immigrants dans les PMA; ils ont représenté jusqu'à 44 %, en 1995, de la population totale d'immigrés dans les PMA, mais leur nombre a ensuite rapidement diminué, témoignant d'une amélioration des structures de gouvernance dans de nombreux pays africains et d'une diminution des conflits et de l'instabilité politique. Tout comme dans le cas des migrations économiques classiques, lorsque des migrations forcées massives se produisent, elles impliquent une perte appréciable de capital humain et financier, de main-d'œuvre et de travailleurs qualifiés pour le pays d'origine. Les principaux pays d'émigration en 2010 étaient le Bangladesh (4,9 millions d'émigrants) et l'Afghanistan (2 millions).

Globalement, les pays développés ont tendance à accepter les immigrants qualifiés, mais à prendre de plus en plus de mesures pour exclure les immigrants non qualifiés à moins qu'il n'y ait une forte demande de ce type de main-d'œuvre dans des secteurs déterminés (par exemple, agriculture, construction). Les migrants originaires des PMA ont tendance à être plus jeunes que ceux qui viennent d'autres pays, avec un âge moyen de 29 ans, contre 34 pour les autres pays en développement et 43 pour les pays développés.

Contrairement à l'idée générale selon laquelle les migrations en provenance des PMA sont un phénomène Sud-Nord, les dernières décennies font apparaître une dimension Sud-Sud. En 2010, les pays de l'OCDE à revenu élevé (Amérique du Nord et Europe) représentaient 20 % de la population émigrée des PMA, contre 80 % environ pour le Sud. De plus, la plupart des migrations Sud-Sud venant de PMA ont tendance à concerner des pays voisins, où les écarts de salaire entre pays d'origine et pays d'accueil sont en général beaucoup plus faibles que dans le cas des migrations Sud-Nord. Ainsi, les principaux couloirs d'émigration en provenance des PMA se trouvent dans le Sud.

Concernant les migrations de personnel hautement qualifié, la majorité des émigrants ayant fait des études supérieures ont tendance à émigrer vers des pays développés. Les plus forts taux d'émigration de ce type de population,

dans le cas des PMA, sont ceux de Haïti (83 %), du Samoa (73 %), de la Gambie (68 %) et de Tuvalu (65 %).

Les migrations en provenance des PMA répondent à diverses raisons et motivations; on peut toutefois faire les observations suivantes:

- Premièrement, la structure démographique de la plupart des PMA se caractérise par une forte proportion de jeunes, et les jeunes adultes sont généralement plus mobiles que les adultes plus âgés; cela tient en partie à des différences de parcours de vie selon les groupes d'âge et les niveaux d'éducation;
- Deuxièmement, les hommes émigrent davantage que les femmes en moyenne dans les PMA (en particulier dans les PMA asiatiques), en raison de la persistance d'une répartition des tâches dans la plupart des sociétés rurales qui fait que l'éducation des enfants et les travaux ménagers sont avant tout dévolus aux femmes. Cela limite souvent les possibilités pour celles-ci d'émigrer, sauf peut-être si elles sont jeunes, non mariées et vivent dans une famille qui compte déjà plusieurs femmes plus âgées, ou si elles émigrent pour rejoindre leur partenaire. L'émigration des femmes a toutefois récemment augmenté. Lorsqu'elles émigrent, les femmes trouvent généralement des emplois dans des activités de services (y compris l'économie domestique), tandis que les hommes sont plus souvent employés dans le secteur manufacturier et le secteur de la construction, outre certaines activités de services;
- Troisièmement, dans les PMA, la migration constitue une importante stratégie de subsistance et est très souvent une migration temporaire (saisonnnière ou circulaire); le migrant continue de faire partie du ménage et est censé envoyer de l'argent à sa famille;
- Quatrièmement, certaines migrations correspondent à une stratégie de survie, d'autres à une stratégie économique rationnelle où il s'agit de profiter des meilleurs salaires offerts à l'étranger (au niveau régional ou international), indépendamment des conditions prévalant dans le pays d'origine; les diplômés et les compétences facilitent ce type de migration pour les jeunes.

Les PMA ayant la plus grande proportion d'émigrants en pourcentage de la population totale émigrée étaient, en 2010, le Bangladesh (19 %), l'Afghanistan (8 %), le Burkina Faso (6 %) et le Mozambique (4 %). Ces pays

faisaient également partie des principaux couloirs de migration: Bangladesh – Inde, Afghanistan – Iran, Burkina Faso – Côte d'Ivoire, Yémen – Arabie saoudite et Népal – Inde. Les émigrants de PMA asiatiques comme le Bangladesh, l'Afghanistan, le Yémen et le Népal ont tendance à choisir l'Inde ou le Moyen-Orient comme première ou deuxième destination. Pour les émigrants de PMA africains, les principaux couloirs d'émigration sont en Afrique.

Les habitants de PMA d'Asie et du Pacifique semblent avoir une plus forte propension à émigrer vers des pays autres que des PMA que les habitants de PMA africains, lesquels représentaient la plus grande partie des émigrants résidant dans d'autres PMA en 2010. Les migrations entre PMA en 2010 ont principalement concerné l'Afrique sub-saharienne, en particulier l'Érythrée, la République démocratique du Congo et le Soudan.

Une amélioration de la coopération internationale sur les migrations et le développement dans les PMA s'impose pour optimiser les contributions des migrants à tous les niveaux. Des progrès doivent donc être faits, aux niveaux bilatéral et régional, pour renforcer la coopération internationale.

Envois de fonds vers les PMA: ampleur, impact et coût

Au niveau mondial, la valeur des envois de fonds a considérablement augmenté, puisqu'elle a presque doublé entre 1990 et 2000, puis a triplé au cours de la décennie suivante pour s'établir à 489 milliards de dollars en 2011, en dépit de la crise financière mondiale. Si toutes les régions ont connu une expansion appréciable de ces transferts financiers, l'augmentation du total mondial est principalement due à la forte progression des envois vers les pays en développement; la part des pays développés dans le total mondial n'a cessé de diminuer.

Pour ce qui est des PMA, les fonds transférés sont passés de 3,5 milliards de dollars en 1990 à 6,3 milliards en 2000, puis à près de 27 milliards de dollars en 2011. Leur répartition entre les PMA a été inégale, plus encore que celle de l'IED et des recettes d'exportation. Au cours de la dernière décennie, le premier pays bénéficiaire, le Bangladesh, a vu sa part du total des envois

de fonds vers les PMA passer de 31 à 44 %. Au cours de la même période, les trois premiers PMA (Bangladesh, Népal et Soudan) ont également accru leur part cumulée, qui est passée de 44 à 66 % du total des envois de fonds vers les PMA. Outre ces trois principaux pays, il faut également mentionner le Cambodge, l'Éthiopie, Haïti, le Lesotho, le Mali, le Sénégal, le Togo, l'Ouganda et le Yémen.

En dépit de cette répartition inégale, la dynamique des envois de fonds vers les PMA a été à la fois soutenue et générale. Dans quasiment tous les PMA pour lesquels des données sont disponibles, les envois de fonds ont sensiblement augmenté au cours de la dernière décennie, progressant à un taux annuel moyen de 15 % dans le PMA médian. À la suite de la crise financière mondiale de 2009, ils se sont certes ralentis dans la plupart des PMA, mais en continuant néanmoins d'augmenter, à quelques exceptions près.

Malgré une certaine hétérogénéité des situations nationales, la valeur des envois de fonds par rapport au PIB ou aux recettes d'exportation a toujours été beaucoup plus importante dans les PMA que dans d'autres régions. Dans le PMA médian, les envois de fonds représentent jusqu'à 2,1 % du PIB et 8,5 % des recettes d'exportation, contre 1,6 % et 4,5 %, respectivement, dans les autres pays en développement. Cela vaut pour tout un éventail de PMA, allant de petits pays comme le Lesotho ou le Samoa, où les envois de fonds représentent plus de 20 % du PIB, à des pays comme le Népal et Haïti, qui ont toujours été d'importants bénéficiaires d'envois de fonds et où ceux-ci dépassent largement le niveau des recettes d'exportation.

De même, pour un certain nombre de PMA, les envois de fonds sont une source essentielle de financement extérieur. Sur la période 2008-2010, ils ont été supérieurs à la fois aux flux d'APD et aux flux d'IED dans neuf PMA, et ont dépassé les flux d'IED, mais non ceux d'APD, dans huit autres PMA. Si, de par leur nature même, ils se distinguent des flux de capitaux, ils sont à l'évidence, pour un grand nombre de PMA, une source appréciable de devises. Il est donc important que les stratégies de développement des PMA tiennent pleinement compte de leur utilité, de leurs caractéristiques intrinsèques et de leur potentiel.

Les envois de fonds Sud-Sud sont particulièrement importants pour les PMA, puisque la majorité des migrants de ces pays ont comme destination d'autres pays en développement, souvent des pays voisins. Il a ainsi

été estimé qu'en 2010, les deux tiers des envois de fonds vers les PMA provenaient d'autres pays du Sud. Des tendances régionales distinctes sont toutefois discernables. L'Inde et les pays du Conseil de coopération du Golfe sont les principales sources d'envois de fonds pour les PMA asiatiques; des «pôles sous-régionaux», tels que la Côte d'Ivoire, le Kenya ou l'Afrique du Sud, jouent un rôle analogue pour les PMA africains, tout comme d'anciennes puissances coloniales; dans le cas des îles du Pacifique, l'essentiel des envois de fonds provient de pays développés voisins.

Il existe une abondante littérature concernant les incidences positives des envois de fonds sur le niveau de vie des ménages, pour ce qui est à la fois de la réduction de la pauvreté et de la diversification des sources de revenu. Les incidences sur le développement à un niveau macroéconomique sont toutefois moins évidentes. Les liens entre envois de fonds et croissance économique sont complexes et multiformes. Pour ce qui est des aspects négatifs, les effets défavorables sur l'évolution du marché du travail peuvent se traduire par une baisse de la croissance économique, en particulier si une culture de dépendance à l'égard des transferts monétaires de l'étranger se développe. En outre, faute de mesures correctives appropriées, la tendance des envois de fonds a provoqué une appréciation du taux de change réel peut donner lieu à des effets de type «syndrome hollandais», qui retarderont les changements structurels nécessaires en affaiblissant la compétitivité des secteurs marchands non traditionnels.

Pour ce qui est des aspects positifs, les envois de fonds peuvent contribuer à la croissance économique et au développement des capacités productives de deux façons: par l'investissement et par le développement du secteur financier. De fait, ils constituent une source appréciable de financement extérieur susceptible d'accélérer le rythme d'accumulation du capital physique et humain («filrière investissement»). Par ailleurs, ils ont tendance à accroître les capacités financières du système financier intérieur, ce qui permet aux ménages bénéficiaires de solliciter et d'obtenir l'accès à des produits et services financiers qui leur seraient sinon inaccessibles. Enfin, les envois de fonds peuvent atténuer les contraintes financières pesant sur les ménages bénéficiaires, en particulier dans les zones rurales, mal desservies par les intermédiaires financiers.

Bien que les études réalisées ne permettent toujours pas de faire ressortir clairement la façon dont les envois de fonds influent en dernière analyse sur la croissance économique, il est généralement reconnu que des politiques

complémentaires et de bonnes institutions contribuent beaucoup à en renforcer les incidences sur le développement. Les gouvernements ont le plus souvent peu de possibilités d'influer directement sur l'affectation des revenus provenant des envois de fonds, la fiscalité ou les réglementations s'étant généralement révélées plutôt inefficaces et ayant dans la plupart des cas tout simplement conduit les migrants à recourir à des filières informelles. La mobilisation effective des envois de fonds à des fins productives dépend donc de tout un ensemble d'améliorations, notamment institutionnelles, visant à renforcer à la fois la «filiale investissement» et les incidences des envois de fonds sur le développement du secteur financier.

Globalement, les envois de fonds auront plutôt tendance à stimuler l'accumulation du capital humain et physique ainsi que le développement du secteur financier, et ce d'autant plus qu'ils sont le plus souvent destinés à des ménages pauvres ou à des ménages ayant un accès limité au crédit. Dans ce cas, il est évident que les PMA où les capitaux sont rares ont beaucoup à gagner de leurs incidences potentielles sur le développement. Toutefois, les faiblesses structurelles des mêmes pays font qu'il leur est plus difficile de mobiliser de telles sources de financement extérieur à des fins productives. D'où l'importance de concevoir des stratégies et autres modalités, notamment institutionnelles, appropriées pour mettre les envois de fonds au service du développement économique.

La relative stabilité et le faible caractère procyclique des envois de fonds, comparés à d'autres sources de financement extérieur, méritent en outre d'être soulignés. De ce fait, un accroissement de la part des envois de fonds dans le PIB a tendance à réduire l'instabilité de la croissance de celui-ci, même si l'on tient compte d'autres facteurs déterminants possibles de cette instabilité. De même, les envois de fonds réduisent le risque de variations brutales du solde des comptes courants, en particulier lorsqu'ils représentent plus de 3 % du PIB. Ces caractéristiques peuvent être particulièrement importantes dans le cas d'un PMA, dont l'économie se caractérise généralement par des accélérations relativement fréquentes et par des baisses brutales presque aussi fréquentes de la croissance, conjuguées à une vulnérabilité accrue de la balance des paiements et au surendettement.

Au niveau des ménages, de nombreuses études empiriques montrent généralement que les envois de fonds réduisent la pauvreté. Les incidences sur l'inégalité sont moins marquées, compte tenu en particulier de la sélectivité sous-tendant le processus de migration. Les candidats à l'émigration sont

confrontés à des coûts, qui dépendent en grande partie de la destination considérée; les ménages les plus pauvres ne sont généralement pas en mesure de financer un lointain voyage international ou le coût des procédures administratives auxquelles il faut généralement se soumettre pour émigrer dans un pays développé. Ce sont ainsi précisément les plus pauvres qui ne peuvent bénéficier des plus larges différentiels de salaire entre pays d'émigration et pays de destination, et, de ce fait, envoyer dans leur pays d'origine des sommes importantes.

Les migrants ont généralement recours à tout un éventail de circuits formels et informels pour envoyer des sommes d'argent, sélectionnés en fonction de leur coût, de leur fiabilité et de leur facilité d'accès, auxquels s'ajoute un élément de confiance. Bien que le recours à des filières informelles puisse sembler être un choix rationnel d'un point de vue individuel, les filières formelles de transfert sont préférables, indépendamment même de considérations de sécurité, de réglementation ou de supervision. La prédominance de flux informels réduit la capacité des pays bénéficiaires d'utiliser de façon optimale les devises provenant des travailleurs expatriés. Cela peut limiter les effets positifs des envois de fonds sur la solvabilité d'un pays ou sur l'amélioration de son système financier, et encourager les transactions monétaires informelles (marché noir).

D'après des données internationales, au premier trimestre de 2009 le coût des envois de fonds représentait en moyenne 9 % des montants transférés. Dans le cas des PMA, le coût moyen était proche de 12 %, soit 30 % de plus que la moyenne mondiale. Si les coûts des transferts Nord-Sud sont élevés, ceux des transferts Sud-Sud le sont souvent encore plus. Les filières les plus chères pour les transferts monétaires vers les PMA sont en Afrique, alors que les moins chères sont celles qui assurent des transferts de Singapour et d'Arabie saoudite vers les PMA asiatiques. Des coûts aussi élevés peuvent avoir d'importantes conséquences: on estime qu'en 2010, les transferts annuels vers l'Afrique subsaharienne auraient pu procurer 6 milliards de dollars de plus aux bénéficiaires si les coûts de transfert avaient été au niveau de la moyenne mondiale.

Les coûts moyens de transfert monétaire occultent naturellement une grande diversité de situations. En général, l'absence de concurrence entre organismes de virement semble être un important facteur expliquant le coût élevé des transferts. Les contraintes réglementaires auxquelles ces organismes sont confrontés varient selon les PMA et les régions et expliquent

les spécificités des différents marchés de virement de fonds. Par exemple, pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, 65 % des bureaux de remise de fonds sont contrôlés par deux opérateurs, MoneyGram et Western Union. De même, des gouvernements africains ont mis en place des arrangements d'exclusivité limitant le type d'institutions pouvant offrir des services de transfert monétaire aux banques, ce qui réduit la concurrence entre organismes de virement.

Les systèmes de virements de fonds dans les PMA évoluent et de nouvelles filières et technologies apparaissent. Avec l'amélioration des infrastructures dans ces pays et la croissance des services bancaires mobiles et des services bancaires sans succursales, les populations urbaines et rurales devraient bénéficier d'un meilleur accès aux services financiers. Toutefois, en dépit du potentiel de ces nouveaux systèmes, des modalités plus traditionnelles de services de transfert restent prépondérantes dans la plupart des PMA.

En général, comme on le verra dans le présent Rapport, les envois de fonds offrent aux PMA des possibilités de soutenir le développement des capacités productives, en accroissant les investissements dans le capital humain et physique et en stimulant le développement du secteur financier. L'exploitation de ce potentiel dépend toutefois de l'environnement institutionnel et réglementaire que les pays bénéficiaires mettent en place. Autrement dit, la mobilisation effective des envois de fonds à des fins productives, en raison de leurs caractéristiques intrinsèques en tant que flux financiers privés, dépend essentiellement de la capacité de l'État de créer un environnement macroéconomique «centré sur le développement», tout en soutenant la formation d'un secteur financier viable et accessible à tous. La collaboration active des diasporas et le soutien des pays de destination et des institutions internationales de développement en dépendront.

Mobiliser les diasporas: faire de l'exode des compétences un atout

«L'exode des compétences» s'entend généralement de l'émigration d'individus hautement qualifiés, de formation universitaire, tels que médecins, ingénieurs, scientifiques, gestionnaires, juristes, et aussi entrepreneurs. Les principaux moteurs en sont des revenus plus élevés, de meilleures conditions

de travail et de meilleures perspectives de carrière dans le pays d'accueil, les politiques d'accueil sélectives des pays de destination, une situation économique et politique difficile ou défavorable dans le pays d'origine, et des coûts faibles pour les candidats à l'émigration. À l'échelle mondiale, l'exode des compétences n'a cessé d'augmenter en valeur absolue. Le nombre de migrants internationaux hautement qualifiés est passé de 16,4 millions de personnes en 1990 à 26,2 millions en 2000 (dernière année pour laquelle des données sont disponibles). Lorsqu'ils seront enfin publiés, les chiffres pour 2010 devraient révéler une forte augmentation en volume des migrations internationales de travailleurs hautement qualifiés. L'immigration internationale concerne surtout ces individus: 26 % de l'ensemble des migrants internationaux ont une formation universitaire (d'après les données de 2000), tandis que 11,3 % seulement de la main-d'œuvre au niveau mondial possède une telle formation. Dans les pays en développement, les personnes ayant fait des études universitaires ne représentent que 5 % de la main-d'œuvre.

En 2000 (année pour laquelle des données sont disponibles pour les PMA), les migrants hautement qualifiés représentaient un quart de l'émigration totale venant des PMA, soit une part 11 fois plus élevée que leur part dans la main-d'œuvre totale de ces pays, à savoir 2,3 %. Les migrations internationales sont sélectives (à savoir qu'elles favorisent les personnes hautement qualifiées par rapport aux personnes peu qualifiées), ce qui explique cet écart considérable. D'après les estimations, on comptait 1,3 million de personnes de formation universitaire émigrées des PMA en 2000, et ce chiffre a continué d'augmenter depuis. Presque les deux tiers de ces émigrants vivent dans des pays développés (en particulier aux États-Unis), un tiers dans d'autres pays en développement (principalement des pays exportateurs de pétrole et des pays voisins). La principale source régionale de migrants hautement qualifiés originaires de PMA est l'Asie, avec une proportion de 45,9 % de migrants de formation universitaire, suivie par les PMA africains – 40,4 %.

L'exode des compétences peut avoir des effets aussi bien favorables que défavorables pour les pays d'origine, la situation dépendant principalement de l'ampleur de l'exode des compétences, laquelle est mesurée par le taux d'exode des compétences, c'est-à-dire le nombre d'émigrants hautement qualifiés par rapport à l'ensemble des nationaux possédant le même niveau d'éducation. Collectivement, les PMA ont le taux d'exode des compétences le plus élevé de tous les grands groupes de pays, avec une moyenne de 18,4 %, à comparer aux 10 % observés dans les autres pays en développement. D'un point de vue régional, les principaux PMA d'émigration sont Haïti, les

États insulaires du Pacifique et les PMA africains. Six PMA comptent ainsi plus de professionnels hautement qualifiés vivant à l'étranger que dans leur pays natal: Haïti, Samoa, Gambie, Tuvalu, Kiribati et Sierra Leone.

Le niveau «optimal» d'exode des compétences (lorsque le solde net des effets positifs et des effets négatifs pour l'économie du pays d'origine atteint son maximum) a été estimé de 5 à 10 %. Cinq PMA seulement se situent dans cette fourchette. Au-delà de 15 à 20 %, la probabilité augmente que les incidences négatives l'emportent sur les conséquences positives. Le taux effectif d'exode des compétences est «élevé» dans 30 des 48 PMA.

Quelles sont les principales incidences négatives probables de l'exode des compétences pour les PMA? Premièrement, l'exode des compétences réduit le stock de capital humain et les externalités engendrées par un personnel hautement qualifié; cela peut se traduire par une plus faible croissance de l'économie et de la productivité, ainsi que par un moindre dynamisme dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation (STI). Deuxièmement, l'exode des compétences est particulièrement élevé dans certains secteurs, surtout la santé, l'éducation et la recherche scientifique. Les PMA sont les pays qui comptent le plus faible nombre de médecins par habitant, mais ont le taux d'exode de compétences médicales le plus élevé au monde. Les conséquences en sont généralement une forte mortalité infantile et juvénile, de faibles taux de vaccination et des services de soins de santé et des systèmes nationaux de santé publique le plus souvent médiocres. Troisièmement, avec l'exode des compétences, les gouvernements des PMA subissent un manque à gagner fiscal correspondant aux impôts que ces professionnels auraient payés s'ils étaient restés travailler dans leur pays d'origine. Quatrièmement, moins de travailleurs qualifiés altèrent les capacités relatives et les avantages comparatifs des PMA, au détriment des secteurs à forte intensité de compétences et au profit d'activités à faibles qualifications et, éventuellement, du secteur des ressources naturelles. Cinquièmement, des émigrants hautement qualifiés occupent parfois des emplois pour lesquels ils sont surqualifiés, ce qui constitue un «gaspillage de compétences», puisque celles-ci ne sont pas utilisées. Sixièmement, l'émigration des personnes les plus qualifiées est préjudiciable au renforcement des capacités institutionnelles dans les PMA.

La question se pose de savoir si les PMA peuvent faire de l'exode des compétences un atout, et comment. Des données montrent qu'en dépit des incidences négatives à court terme, les pays peuvent tirer profit des

connaissances additionnelles acquises par leurs ressortissants résidant et travaillant à l'étranger. Premièrement, il a été avancé que les perspectives d'émigration pouvaient encourager les individus à acquérir un meilleur niveau d'éducation, ce qui pouvait aboutir à un gain de compétences, c'est-à-dire un accroissement des ressources en capital humain. Deuxièmement, une partie des envois de fonds sert à financer l'éducation de membres de la famille, d'où là aussi un gain de compétences. Troisièmement, des émigrants hautement qualifiés représentent un réservoir de compétences qui peut être organisé en «réseaux de partage du savoir des diasporas» qui faciliteront les transferts de connaissances et de technologie vers les pays d'origine, dans le cadre de programmes et d'initiatives émanant d'organisations de la diaspora, d'organisations internationales et de gouvernements de pays d'origine et de pays d'accueil. Ces transferts ont généralement des effets positifs, mais l'efficacité des initiatives est parfois contrariée par la dispersion des projets, l'incapacité d'«unir les forces», une mobilisation insuffisante de ressources et une absence de synergies, ainsi qu'un manque de cohérence avec les politiques nationales de développement. Mettre à profit les compétences des diasporas à travers la mise en place de réseaux représente un potentiel considérable, mais encore relativement inexploité, pour les PMA.

Quatrièmement, la présence de diasporas peut renforcer les échanges commerciaux entre pays d'accueil et pays d'origine à travers des relations de commerce et d'investissement. Les diasporas ont alimenté une expansion, dans les PMA, de la production de biens originaires du «pays natal» («commerce ethnique»), c'est-à-dire de biens exportés pour être consommés par les membres des diasporas, mais qui peuvent aussi trouver un marché plus large. Elles ont également stimulé la croissance des exportations de services de tourisme, de par leurs voyages dans leur pays d'origine, ou en contribuant à attirer d'autres touristes.

Cinquièmement, les migrants qui reviennent s'établir dans leur pays peuvent apporter avec eux l'épargne, les connaissances et l'expérience qu'ils ont accumulées, ainsi que leurs réseaux commerciaux, mais cela dépendra toutefois de ce qui a motivé leur retour, du temps passé à l'étranger et des conditions locales. Les PMA qui se distinguent par leur diversification économique, leur transformation structurelle et leur croissance sont généralement ceux qui ont davantage que d'autres réussi à susciter le retour volontaire de migrants qualifiés, lesquels ont créé de nouvelles activités commerciales et introduit des innovations économiques et sociales dans

les domaines de la science, de la santé, de l'éducation, des services et de l'industrie.

Bénéficier des compétences d'une diaspora n'a toutefois rien d'automatique. Cela dépend de tout un ensemble de conditions institutionnelles, économiques et politiques qui font encore défaut dans la plupart des PMA. Des initiatives de la part des pays d'origine et des pays d'accueil ainsi que de la communauté internationale sont donc essentielles pour promouvoir ou renforcer les effets positifs des diasporas dans les PMA. L'exode des compétences des PMA devrait se poursuivre dans un avenir prévisible, en raison de la vigueur d'un certain nombre de facteurs attractifs et incitatifs. Les diasporas constituent un réservoir de connaissances et de ressources humaines et financières que les PMA peuvent amener à contribuer bien davantage qu'auparavant au développement national. Les gouvernements de ces pays ne font que commencer à prendre des mesures pour exploiter ce potentiel. Des mesures plus vigoureuses et plus systématiques sont nécessaires pour renforcer la contribution des diasporas au développement des PMA. Le succès de ces initiatives passe par la mobilisation et la coordination des efforts et des ressources de différentes parties prenantes – notamment, institutions et entreprises des pays d'origine, pouvoirs publics dans les pays d'accueil, organisations d'expatriés, ONG, organisations internationales, donateurs bilatéraux. Idéalement, cette coordination devrait intervenir en amont, c'est-à-dire au stade de la planification, de façon à garantir la collaboration et la cohésion de tous les acteurs intéressés dès le départ.

Libérer le potentiel des diasporas des PMA: comment mettre à profit les envois de fonds et les compétences des diasporas

DIASPORAS ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Les migrations et leurs diverses conséquences jouent manifestement un rôle de plus en plus important dans l'évolution des pays en développement en général et des PMA en particulier, et cette tendance devrait se poursuivre à moyen terme. La principale recommandation du présent Rapport adressée aux décideurs est d'améliorer, dans les PMA, les conditions générales pour

mettre davantage à contribution pour le développement des capacités productives les envois de fonds et les compétences des diasporas. Les politiques concernant les migrations, les envois de fonds et les relations avec les diasporas devraient en outre faire partie intégrante des stratégies nationales de développement, et non pas être des éléments isolés. Il faudrait pour cela créer une entité, idéalement un ministère, capable de prendre en charge le caractère transversal de ces questions, de garantir la cohérence générale des orientations prises et de coordonner l'action des acteurs potentiels autour d'un ensemble de priorités bien définies. Les gouvernements des PMA doivent aussi avoir une bonne connaissance de l'ampleur et des types de migration internationale, de la localisation géographique, de l'ampleur et de la nature des activités des diasporas, et de l'importance et des modalités des envois de fonds. L'état des connaissances actuelles dans la plupart des PMA est relativement médiocre. Une partie du problème était donc de nature statistique. Il n'existe quasiment pas de mécanismes ou d'organismes officiels s'occupant des nombreux aspects des migrations et de leurs conséquences, et ceux qui existent s'intéressent essentiellement aux envois de fonds.

Chaque pays devra définir ses propres politiques et mesures concrètes concernant les relations avec les diasporas, mais l'orientation générale devrait être d'instaurer des conditions favorables dans une optique de développement. La question de la confiance est également fondamentale. S'il est vrai que les membres des diasporas ne sont pas exclusivement motivés par des intérêts commerciaux, on ne pourra certainement pas obtenir leur collaboration si on ne leur demande que de contribuer sans rien recevoir en retour. Cela vaut, par exemple, dans les cas où les PMA souhaitent encourager des entrepreneurs de la diaspora à utiliser leur épargne ou à mobiliser des capitaux extérieurs pour créer des activités productives dans leur pays d'origine. Des études sur le rôle des diasporas montrent que, dans certains pays à revenu intermédiaire, des entrepreneurs issus de la diaspora ont fondamentalement contribué au renforcement des capacités productives dans leur pays d'origine – par exemple, au renforcement des industries fondées sur la connaissance en Inde, en Chine, dans la Province chinoise de Taiwan, en Israël et en Irlande, au cours des quelque deux dernières décennies. Un enseignement que l'on peut en tirer est que les entrepreneurs à l'étranger peuvent contribuer au développement d'entreprises dans leur pays d'origine et aussi servir d'intermédiaires s'agissant de la connaissance des marchés, de l'établissement de relations et de transfert de technologie entre les pays. Dans les PMA, ce processus peut être moins prometteur à

court terme en raison de ressources plus limitées en capital humain et en capital d'investissement pour le développement d'industries de haute technologie. Toutefois, les entrepreneurs issus de la diaspora travaillant dans le secteur des industries légères peuvent aider à développer des industries analogues dans leur pays d'origine grâce à leurs contacts, à leur savoir-faire et à d'autres facteurs et capacités acquis dans le pays d'accueil. Ils peuvent aussi contribuer à la modernisation des capacités de gestion et d'innovation dans leur pays d'origine.

En général, deux conditions au moins déterminent les possibilités pour les migrants de parvenir à créer des entreprises dynamiques à leur retour. La première est qu'ils reviennent dans leur pays d'origine en ayant enrichi leurs connaissances et leurs compétences. On considère, dans le présent Rapport, que cela sera d'autant plus probable qu'ils seront restés plus longtemps à l'étranger et qu'ils auront accumulé une plus grande expérience. La seconde est l'existence de conditions générales favorables dans leur pays d'origine. Ils auront probablement besoin d'un soutien financier approprié pour créer une nouvelle entreprise, même s'ils disposent d'une certaine épargne. À tout le moins, ils devraient pouvoir obtenir des prêts à des conditions normales auprès des établissements financiers.

Étant donné la réticence des institutions financières à accorder des crédits aux PME, une banque nationale de développement dotée de lignes de crédit spéciales pour les migrants revenant dans leur pays pourrait être nécessaire. En outre, les migrants de retour dans leur pays n'auront peut-être pas acquis toutes les compétences requises pour mener à bien une activité entrepreneuriale, et ils auront donc sans doute besoin d'une assistance technique pour améliorer les compétences gestionnaires, techniques, financières et autres nécessaires à la bonne gestion d'une PME. Les gouvernements pourraient assurer ce type d'assistance technique ou de formation, et aussi abaisser les droits de douane sur les importations de machines, d'équipements et de matières premières pour aider ces entrepreneurs à démarrer.

Faciliter les relations commerciales avec les pays d'accueil est un autre moyen pour les diasporas de contribuer au développement des capacités de production de leur pays d'origine. Une corrélation empirique positive a été observée entre le degré de participation au commerce international des pays d'origine et des pays de destination et la taille des communautés expatriées dans les pays considérés. La langue, la culture et la connaissance des marchés consommateurs et producteurs sont autant de facteurs qui

contribuent au développement des relations commerciales entre les nations, et les diasporas peuvent tout à fait jouer un rôle important à cet égard. Dans un premier temps, un marché de niche que les PMA pourraient exploiter serait celui des «produits ethniques». Des études montrent, par exemple, que les migrants aux États-Unis sont très demandeurs de produits de leur pays d'origine qui sont difficiles à trouver dans le pays d'accueil. Chaque migrant dépense près de 1 000 dollars par an en produits typiques de son pays, et le total peut dépasser 20 milliards de dollars par an. Les PMA pourraient prendre des mesures pour aider les producteurs à améliorer leurs produits et à les adapter à l'évolution des marchés finals pour assoir leur compétitivité, et demander aux membres des diasporas de contribuer à la diffusion des marques et à la commercialisation des produits dans les pays d'accueil. L'éducation et la formation sont des éléments indispensables à la compétitivité des producteurs sur les marchés extérieurs.

LES DIASPORAS EN TANT QUE SOURCES DE COMPÉTENCES ET DE CONNAISSANCES

Les diasporas pourraient aussi contribuer au changement structurel et au développement économique en renforçant le socle de connaissances dans leur pays d'origine. Un mécanisme utile à cet égard est celui des réseaux d'échange de savoir des diasporas, qui regroupent des professionnels expatriés hautement qualifiés souhaitant maintenir des contacts avec leur pays d'origine et contribuer à son développement. Le savoir n'étant ni gratuit ni facilement transférable, des mesures concrètes doivent être prises pour intégrer ce rôle potentiellement important des diasporas dans les stratégies nationales de développement.

Ces réseaux de la diaspora constituent un sous-groupe de réseaux internationaux d'échange de savoir régissant le transfert de divers types de connaissances, telles que propriété intellectuelle, savoir-faire, codes informatiques ou bases de données, entre des parties liées entre elles au sein d'une économie. Ils sont ainsi une plate-forme d'échange de connaissances et d'interaction entre une diaspora et des acteurs locaux dans le pays d'origine.

De nombreuses études de cas démontrent amplement que les réseaux de la diaspora ont joué un rôle essentiel dans la modernisation technologique, le développement industriel et le renforcement des capacités productives

de différents pays d'origine. Les PMA devraient tirer des enseignements de l'expérience des pays qui ont bénéficié le plus de ces réseaux en faisant de leurs interactions avec leurs diasporas un élément à part entière de leur politique industrielle et de leur stratégie nationale de développement en général. Ces réseaux ont effectivement été des vecteurs de changement, dans des pays développés comme dans des pays en développement. Des exemples éloquentes en sont fournis par différentes communautés d'émigrants indiens, chinois, coréens, taiwanais, vietnamiens, turcs et bangladais, pour n'en citer que quelques-unes.

Toutefois, un tel transfert de connaissances et de compétences n'a rien d'automatique: les conditions à réunir sont un réseau bien organisé et coordonné et une stratégie de développement (dans le pays d'origine) étayée par une politique industrielle et la détermination des pouvoirs publics de collaborer avec les diasporas. Une politique dynamique à l'égard des diasporas est indispensable pour que les réseaux de partage de savoir de celles-ci, qui sont par essence des réseaux bénévoles privés, acquièrent la confiance nécessaire pour rester mobilisés et pour que leurs activités aient des incidences positives. Ayant connu tardivement un relatif développement industriel, puis un phénomène récent de désindustrialisation, les PMA doivent concevoir des politiques industrielles novatrices, compatibles aussi bien avec leur situation et leurs besoins actuels qu'avec l'évolution rapide de l'environnement mondial. Quelques PMA se sont déjà dotés de politiques industrielles visant à accélérer la diversification économique et le changement structurel.

Il existe de nombreuses raisons de promouvoir les réseaux, la moindre n'étant pas la diffusion de connaissances. Les réseaux des diasporas peuvent fournir de nouvelles technologies ainsi qu'une information aux pouvoirs publics et autres acteurs nationaux sur les technologies les plus récentes et celles qui répondent aux besoins industriels nationaux. Ils peuvent aider à mettre en correspondance les besoins des secteurs productifs locaux et des IED spécifiques pour améliorer et moderniser les capacités et les compétences locales. L'intérêt de ces réseaux dans une optique de politique industrielle est qu'ils font de la transition d'une conception hiérarchique (verticale) à une conception horizontale (réseaux de recherche) un élément essentiel de cette politique industrielle. Ils contribuent à mettre en relation ceux qui veulent apprendre avec ceux qui sont déjà en train d'apprendre. De fait, ce passage d'une conception hiérarchique à des réseaux horizontaux a de profondes incidences sur les chaînes mondiales d'approvisionnement et

donc sur les nouvelles stratégies industrielles, où «apprendre à apprendre» devient un objectif essentiel de la politique industrielle. Toutefois, les réseaux des diasporas ne doivent pas être considérés comme la panacée, ni comme un substitut aux efforts locaux de développement des capacités productives; ils ne sont qu'un acteur, un élément de plus dans le scénario d'une croissance fondée sur le renforcement des capacités productives intérieures.

Ces dernières années, la CNUCED a constamment défendu l'idée qu'une transformation progressive de la structure économique était un préalable à une croissance économique soutenue et accélérée et à la réduction de la pauvreté dans les PMA. Les politiques et les stratégies nécessaires pour obtenir cette transformation structurelle impliqueront, notamment: a) la conception d'une nouvelle politique industrielle fondée sur une approche stratégique tenant compte des besoins et des conditions spécifiques des PMA; b) un État développementaliste catalyseur, pour compenser la faiblesse initiale du secteur privé; c) des mesures pour encourager l'investissement privé dans le secteur productif et l'investissement public dans les infrastructures de base, y compris le renforcement des compétences et la création d'institutions d'appui; et d) la promotion de l'apprentissage et de l'innovation technologiques et l'amélioration de la productivité aussi bien agricole que manufacturière.

Le présent Rapport réaffirme la nécessité d'une nouvelle politique industrielle dans les PMA, politique qui devrait en outre intégrer la contribution des réseaux d'échange de connaissances des diasporas, en raison de leurs incidences potentielles sur l'accumulation des connaissances, s'agissant en particulier d'accélérer le changement technologique et l'investissement direct. Faute de quoi, ces réseaux resteront une ressource inexploitée, une occasion manquée.

LES DIASPORAS EN TANT QUE SOURCE DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

Comme on l'a vu plus haut, l'une des raisons de l'utilisation prédominante des circuits informels pour les envois de fonds vers les PMA est le coût élevé des transferts par le biais des filières formelles, principalement imputable à l'absence de concurrence. Différentes mesures peuvent être envisagées pour ouvrir le marché des envois de fonds à la concurrence:

- Élargir directement l'éventail des acteurs financiers, en particulier dans les zones rurales, en modifiant la réglementation de façon à permettre la participation d'institutions de microfinancement, de coopératives d'épargne et de crédit, d'associations de crédit mutuel, de bureaux de poste, etc.;
- Promouvoir les partenariats entre banques et institutions de microfinancement;
- Renforcer la participation des bureaux de poste en améliorant leur connectivité Internet, en augmentant leurs capacités techniques et leur trésorerie, et en encourageant une plus large sélection de produits d'épargne;
- Améliorer les infrastructures de télécommunication;
- Harmoniser les réglementations bancaires et les réglementations relatives aux télécommunications pour que les banques puissent participer aux envois de fonds par téléphonie mobile;
- Promouvoir activement la concurrence en organisant des foires commerciales spécialement consacrées aux envois de fonds;
- Décourager les accords d'exclusivité entre acteurs du marché, s'agissant en particulier des banques et des organismes de transfert.

Ces mesures classiques pourraient être accompagnées d'autres mesures plus novatrices. Par exemple, on pourrait renforcer la concurrence en permettant qu'un fournisseur public de services de transfert monétaire concurrence les prestataires privés; ce pourrait être une nouvelle entité publique ou une institution existante, telle qu'une banque de développement ou la Banque centrale, qui fournirait les mêmes services que le secteur privé, mais à moindres frais. Au lieu d'ouvrir ses propres succursales, cette entité publique pourrait s'associer au service postal, ce qui lui permettrait de desservir une clientèle vivant dans des zones éloignées, où les institutions financières privées ne possèdent pas de succursales.

Les nouvelles technologies, en particulier Internet et la téléphonie mobile, pourraient être davantage mises à contribution. Les coûts de transfert étant les plus élevés en Afrique, des initiatives régionales peuvent être envisagées pour abaisser ces coûts, par exemple en coordonnant les mesures nécessaires dans le cadre d'initiatives formelles d'intégration régionale ou en

faisant appel à des banques régionales de développement, par exemple la Banque africaine de développement. De telles initiatives régionales pourraient être rattachées à l'objectif international d'une réduction des coûts de transfert monétaire connu sous le nom d'initiative «5 x 5».

Des mesures pour faciliter les transferts monétaires et en réduire les coûts sont de toute évidence nécessaires et souhaitables, mais elles doivent aussi participer d'une plus large vision macroéconomique pour accroître la contribution au développement des envois de fonds. Un ensemble cohérent de politiques commerciales, industrielles et macroéconomiques visant à encourager sur le long terme la croissance et la diversification économique sera indispensable pour que les envois de fonds, au-delà d'améliorer la consommation des familles bénéficiaires, stimulent aussi le développement.

Au niveau des ménages, les gouvernements pourraient accroître l'impact sur le développement des envois de fonds en offrant aux migrants des incitations additionnelles. Par exemple, les migrants pourraient être autorisés à ouvrir des comptes en devises dans leur pays d'origine, et les intérêts rapportés par les dépôts pourraient être exonérés de l'impôt sur la richesse et sur le revenu; les dépôts en devises pourraient, le cas échéant, servir de garantie pour obtenir des prêts à taux préférentiel; les migrants pourraient être incités à revenir dans leur pays d'origine après leur retraite, moyennant la signature de conventions de double imposition avec les principaux pays d'accueil concernés; la création, dans le pays d'origine, de comptes d'épargne pour l'éducation et le logement à l'intention des migrants et de leur famille, assortis d'un taux de rémunération de ces dépôts plus élevé que celui des dépôts ordinaires, constituerait un encouragement à épargner, à des fins productives, une plus grande partie des envois de fonds. La combinaison la plus appropriée de mesures devra être arrêtée par les autorités compétentes en fonction de l'importance numérique de la diaspora et de son niveau d'engagement et de collaboration.

Il pourrait être intéressant pour les PMA d'émettre des obligations spéciales destinées aux membres de la diaspora, ce qui élargirait l'éventail des sources de financement du développement. Les motivations «patriotiques» de ce type d'investissement font que ces instruments ont, à tout le moins, un caractère moins procyclique que d'autres flux financiers extérieurs, ce qui permet aux gouvernements de les émettre en période faste, mais aussi en période de difficultés – par exemple, catastrophe naturelle, chocs économiques extérieurs.

Les envois de fonds s'étant révélés relativement stables à moyen terme et à long terme, les flux futurs pourraient servir de garantie en matière de titrisation ou pour l'obtention de prêts à long terme. Pour certains PMA, cela pourrait même représenter le seul accès possible aux marchés financiers internationaux – pour obtenir davantage de fonds pour financer leur développement – et pourrait les aider à établir ou à améliorer leur solvabilité internationale.

Le Secrétaire général de la CNUCED

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Panitchpakdi', written in a cursive style.

Supachai Panitchpakdi